6 II 1959

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 12 août 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 10 juillet 1950 portant le statut du personnel campé d'Afrique", a donné le 21 janvier 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e augustus 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het besluit van de Regent van 10 juli 1950 houdende het statuut van het gekampeerd personeel in Afrika", heeft de 21e januari 1959 het volgend advies gegeven :

Aux termes de la dépêche par laquelle le Ministre de la Défense nationale saisit le Conseil d'Eta du projet, celui-ci vise à substituer "au principe du volontariat" qui se trouve présentement à la base du statut du personnel campé d'Afrique prévu par l'arrêté du Régent du 10 juillet 1950, "celui de la désignation d'office". Pour atteindre ce résultat, le Gouvernement se propose de modifier l'alinéa 1er de l'article 1er de l'arrêté.

Le texte actuel de cet alinéa : "Tout militaire qui souscrira un engagement volontaire de servir en Afrique peut être envoyé sur ce continent sans bénéficier du statut du cadre permanent d'Afrique. Ces militaires sont dits "militaires campés d'Afrique", serait remplacé par la disposition suivante : "Tout militaire reconnu apte physiquement au service d'Afrique peut être envoyé dans le territoire africain du Royaume sans faire partie du cadre permanent des forces métropolitaines d'Afrique. Ce militaire est dit "militaire campé d'Afrique".

\+

\+ \+

La modification que le Gouvernement souhaite apporter au régime institué par l'arrêté du Régent du 10 juillet 1950 soulève deux problèmes délicats. Celui de savoir si la Constitution s'oppose ou non à ce que des militaires des forces armées métropolitaines, et notamment des miliciens, soient envoyés

.../...

d'office par les autorités militaires métropolitaines dans un territoire africain du Royaume pour y être stationnés. L'article 1er, alinéa 4, de la Constitution, dispose en effet :

"Les colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir, sont régis par des lois particulières. Les troupes belges destinées à leur défense ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires".

Le second problème est celui de savoir, au cas où l'envoi d'office de troupes métropolitaines en Afrique serait compatible avec la norme constitutionnelle, si les lois en vigueur suffisent à le permettre.

I.

La disposition relative au recrutement de troupes belges en vue de la défense de territoires d'outre-mer a été insérée dans la Constitution lors de la revision de 1893 en prévision, avant tout, de l'annexion qui s'annonçait de l'Etat indépendant du Congo.

Elle n'est pas issue d'une initiative gouvernementale, mais est due à la commission de revision de la Constitution de la Chambre des Représentants, élue le 29 juillet 1892. Selon les déclarations faites

par M. WOESTE à la Chambre, par M.BEERNAERT et le Chevalier DESCAMPS au Sénat, ce serait M. FRERE ORBAN qui l'aurait inspirée.

Les documents parlementaires malheureusement ne reproduisent ni ne relatent aucune proposition concrète qui émanât de l'éminent homme d'Etat, de sorte que,de ce côté, il est impossible de trouver des éclaircissements sur la portée de la disposition.

M. SCHOLLAERT, dans le rapport qu'il fit à la Chambre des Représentants au nom de la commission de revision de la Constitution de la Chambre, s'exprimait comme suit à propos de la prescription qui est devenue l'alinéa 4 de l'article 1er de la Constitution : "Un membre a fait observer que s'il est juste que tous les Belges soient tenus de défendre le sol de la patrie, il serait inadmissible qu'ils puissent être contraints de verser leur sang ou de risquer leur vie pour la défense de possessions que l'on pourrait acquérir dans des pays lointains.

Il (ce membre) propose donc de compléter ainsi le texte du Gouvernement : "Les troupes destinées à la défense de ces territoires ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires".

La commission se rallie par dix voix contre trois à cette proposition. Il s'agit dans sa pensée de toutes les troupes, soit de terre, soit de marine, DESTINEES A LA DEFENSE DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER (ces derniers mots sont imprimés en majuscules dans le rapport).

.../...

Elle n'entend pas exclure ainsi les secours que dans un cas urgent, un navire ou les soldats de marine qui se trouvent à son bord pourraient donner à des troupes coloniales en grave danger" (Ch. des Représ. session 1892-1893, Doc. n° 115, p.4).

Prenant la parole pour introduire la discussion sur l'article 1er de la Constitution, M.BEERNAERT, le Ministre des Finances de l'époque, mais aussi le chef du cabinet, commentait la proposition de la commission en ces termes :

"Pour ce qui est du paragraphe additionnel qui interdirait l'emploi en Afrique de toute autre troupe que des volontaires, je suis d'accord avec la commission quant à la pensée qui l'a inspirée. Dans l'avenir comme jusqu'ici, je tiens que la défense du Congo devra être assurée par des troupes indigènes placées sous les ordres d'officiers et peut-être de quelques sous-officiers blancs . Ces derniers seront des volontaires et l'expérience démontre qu'il s'en trouvera toujours plus qu'il n'en faudra. Il ne pourrait être question d'envoyer nos miliciens au Congo; mais on peut se demander s'il ne vaudrait pas mieux de ne pas inscrire à cet égard dans la Constitution une disposition absolument prohibitive. Faut-il se défier à ce point du législateur de demain ?

Peut-être vaudrait-il mieux s'en rapporter à la loi. Mais c'est un point sur lequel je ne veux pas insister m'en rapportant au sentiment de la Chambre".

.../...

Parmi les interventions qui se produisirent au cours de la discussion à la Chambre, il convient de retenir spécialement celle de M. de KERCHOVE de DENTERGHEM et celle de M. HANREZ.Le premier fit la déclaration suivante :

"La troisième question de principe est de savoir si, au cas où le Parlement décide l'acquisition des colonies ou des possessions d'outre-mer, l'Etat sera autorisé à employer des troupes nationales pour la défense de celles-ci. A cette question, la réponse doit, d'après moi, être négative.

Le Gouvernement belge ne peut, en aucun cas et d'aucune manière, se servir des troupes régionales, des soldats belges, en dehors du territoire, sans leur assentiment exprès. Dès lors, je voterai également la proposition de la commission quant au troisième principe qu'elle entend proclamer dans l'article 1er revisé".

Quant à M. HANREZ, il avait proposé de substituer au texte de la commission, le texte ci-après:

"Les Belges ne peuvent être astreints, par la loi, à aucun service dans l'armée ou dans la marine des colonies" (Ch. des Représentants, sess. 1892-1893, Doc. n° 251 in fine).

Il finit par retirer sa proposition d'amendement sur ce point lorsqu'il eut acquis la conviction,

.../...

partagée par la Chambre et manifestée par des cris : "C'est la même chose",que le texte de la commission avait la même portée que celui dont il souhaitait l'adoption (Ch. des Représ. sess. 1892-1893, Annales p. 1903).

Au Sénat, le Chevalier DESCAMPS consacrait à la disposition relative au recrutement de troupes belges pour la défense des territoires d'outre-mer, le passage reproduit ci-après, dans le rapport qu'il fit au nom de la commission de revision de la Constitution du Sénat :

"L'article 84 de la Constitution des Pays-Bas porte la règle suivante : "Ceux qui sont obligés au service militaire dans l'armée de terre ne peuvent être envoyés que de leur consentement dans les colonies et possessions du Royaume dans d'autres parties du monde".

L'honorable M. FRERE ORBAN a proposé, à la commission des XXI de la Chambre des Représentants, d'introduire une disposition analogue dans notre Constitution.

La commission de la Chambre a adopté la rédaction suivante : "Les troupes destinées à la défense de ces territoires ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires".

Il s'agit, dit l'honorable M. SCHOLLAERT dans son rapport, de toutes les troupes, soit de terre, soit de marine, destinées à la défense des territoires d'outre-mer (ces derniers mots sont, cette fois, soulignés dans le texte du document parlementaire). La

.../...

commission n'entend pas exclure ainsi les secours que, dans un cas urgent, un navire ou les soldats de marine qui se trouvent à son bord pourraient donner à des troupes coloniales en graves dangers".

Les secours en cas urgent ne peuvent, en effet, être compris dans la règle.

Celle-ci, d'ailleurs, ne peut, en tous cas, comme le dit le texte, concerner que les troupes effectivement destinées à la défense des territoires d'outremer.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission croit pouvoir se rallier au texte adopté par la Chambre des Représentants" (Sénat, session 1892-1893, Doc. n° 122, p. 21).

A la séance du 2 août 1893, M. BEERNAERT exposait à son tour :

"La Chambre a cru devoir ajouter à la proposition du Gouvernement une stipulation aux termes de laquelle la défense du Congo ne pourra jamais être assurée qu'au moyen d'engagements volontaires.

Il entrait bien dans les intentions du Gouvernement de ne pas envoyer nos miliciens en Afrique , et c'est aussi au service volontaire que recourent nos voisins des Pays-Bas pour la défense de leurs merveilleuses colonies de la Sonde. Point de difficulté donc de ce chef.

.../...

Mais l'un des députés de Bruxelles m'a fait remarquer que le texte voté à la Chambre pourrait présenter quelque équivoque et sans partager absolument son avis, je crois devoir le signaler.

Le texte amendé est ainsi conçu :

"Les troupes destinées à la défense de ces territoires ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires".

C'est donc, disait-on, une défense absolue et l'on pourrait prétendre que, même en Afrique, le Gouvernement ne pourrait armer que des volontaires, sans pouvoir exiger aucune prestation militaire.

Je pense, Messieurs, que semblable prétention ne serait pas fondée. La Chambre n'a évidemment songé qu'aux Belges. C'est précisément ce que la modification proposée à l'article 1er a pour but de constater en déclarant que, au point de vue politique et civil, l'Afrique serait soumise à un régime spécial.

Je pense donc, Messieurs, que nous serons unanimement d'avis que rien n'empêcherait l'établissement au Congo d'une sorte de milice ou même du service personnel" (Annales Sénat 1892-1893, séance du 2 août 1893, p. 488).

Le Sénat se rallia sans difficulté au point de vue de la Chambre relativement au recrutement de troupes belges pour la défense des territoires d'outremer, mais releva, à la suite d'une intervention de M. MONTEFIORE LEVI, que la disposition votée par la

.../...

Chambre était non seulement affectée du vice de rédaction qu'avait signalé M. BEERNAERT, mais qu'elle était encore entachée d'un autre défaut de rédaction qu'il importait également de pallier.

M. BEERNAERT en convint sans peine en ces termes :

"Je propose d'écarter en même temps et l'objection de l'honorable M. MONTEFIORE LEVI et celle dont j'avais tantôt l'honneur de faire part au Sénat, en rédigeant comme suit les deux derniers paragraphes, qui n'en feraient plus qu'un seul :

"Les colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir sont régis par des lois particulières; les troupes belges destinées à leur défense ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires" (Annales Sénat 1892-1893, p. 490 - séance du 2 août 1893).

C'est ce dernier texte, suggéré par M. BEERNAERT, qui, sous réserve d'un ultime détail de ponctuation, est devenu l'alinéa 4 de l'article 1er de la Constitution.

\+

\+ \+

Les travaux parlementaires de l'article 1er, alinéa 4, de la Constitution, éclairés par les circonstances qui en déterminèrent l'adoption et spécialement par la perspective invoquée au cours des débats

de l'annexion de l'Etat indépendant du Congo, confirment pleinement ce qui se dégage de la lettre de la disposition.

Celle-ci concerne exclusivement la constitution des forces armées que peut requérir la possession par la Belgique de territoires d'outre-mer.

Elle a pour premier objet d'interdire que les forces armées coloniales soient en tout ou en partie constituées de Belges qui n'auraient pas consenti à y être incorporés : elle vise essentiellement à y empêcher l'affectation d'office de Belges recrutés dans le cadre des lois de milice métropolitaines. Elle fait aussi obstacle à ce que des missions de défense des territoires d'outre-mer puissent être confiées à des troupes belges non coloniales dont les membres n'auraient pas expressément accepté de concourir à la défense de ces territoires. Les rapports des commissions de revision de la Constitution, tant de la Chambre que du Sénat, les déclarations du chef du cabinet et le sort qui fut réservé par la Chambre à la proposition d'amendement de M. HANREZ ne laissent aucune place au doute à cet égard.

Cependant, l'interdiction que la disposition énonce n'a pas le caractère aussi absolu que la généralité de ses termes semble comporter.

M. SCHOLLAERT à la Chambre, comme M. le Chevalier DESCAMPS au Sénat, s'est attaché à faire nettement ressortir que, dans l'esprit des commissions dont ils étaient respectivement les rapporteurs, l'interdiction ne s'étendait pas aux cas de grave danger où

.../...

le secours urgent et passager de troupes belges serait nécessaire. Ils ont cité d'un tel cas un exemple qui, pour hypothétique qu'il fût en raison de l'inexistence en Belgique, à ce moment, d'une marine de guerre et de soldats de marine, n'en montre pas moins clairement l'intention des auteurs de la disposition d'exclure de l'interdiction les cas où le devoir de secourir commanderait l'intervention.

Préciser par un exemple concret la pensée des commissions, était difficile à l'époque; de là le caractère quelque peu irréel de l'illustration choisie. Aujourd'hui, l'évolution de la stratégie et le développement prodigieux des moyens de communication auraient singulièrement facilité la tâche des commissions.

Quoiqu'il en soit, il faut, en l'absence de toute indication contraire, admettre qu'en adoptant la disposition dans les conditions décrites, les Chambres constituantes ont bien entendu l'interdiction qu'elles décrétaient avec la limitation, d'ailleurs naturelle, dont celle-ci était assortie dans la pensée de ses promoteurs. On peut discuter de l'étendue de la réserve mais pas de son existence même.

En bref, l'alinéa 4 de l'article 1er de la Constitution, par l'interdiction qu'il impose aux pouvoirs publics en général d'astreindre,sans leur consentement et sauf les cas d'urgence,les citoyens belges à participer,les armes à la main,à la défense des territoires d'outre-mer, en arrive à déterminer la mesure de leurs droits et de leurs obligations éventuelles en la matière.

.../...

Etranger aux problèmes de la défense de la Belgique, l'alinéa laisse évidemment entiers les pouvoirs des organes de l'Etat auxquels la charge d'assurer cette défense incombe. C'est pourquoi, il ne saurait faire obstacle à ce que des troupes belges qui ne seraient pas recrutées par engagement volontaire soient envoyées au Congo belge pour y être stationnées, dès le moment où c'est la défense de la métropole qui rend nécessaire leur présence là-bas et non les besoins de la défense du Congo belge.

Deux guerres ont suffisamment montré que la Belgique ne pouvait, en raison de l'exiguïté de son territoire, se passer de bases militaires au dehors et ce n'est point l'évolution de la stratégie depuis qui incitera au doute sur ce point. Le progrès incessant des moyens de communication rend d'autre part possible un recours à ces territoires du Congo que les Chambres de 1893 n'eussent pu imaginer.

Il résulte à la fois de la lettre du Ministre de la Défense nationale par laquelle le Conseil d'Etat est saisi du projet et du préambule de l'arrêté royal que le Gouvernement désire modifier, que, dans le cas présent, ce sont bien des raisons propres à la défense de la Belgique elle-même qui requièrent, pour y assurer le fonctionnement d'une base militaire éloignée, le séjour au Congo de troupes belges.

.../...

II.

A s'en tenir strictement au prescrit des articles 118 à 124 et 139 de la Constitution, l'organisation de l'armée, le mode de son recrutement, l'avancement en son sein, les droits et les obligations des militaires devraient être déterminés par la loi.

Progressivement, cependant, le législateur s'est, dans la pratique, confiné dans le règlement des problèmes relatifs aux obligations de milice, dans la fixation du statut des diverses catégories de militaires à l'exclusion de leur statut pécuniaire, dans la détermination, en temps de paix, des cadres en officiers, dans le règlement de l'emploi des langues à l'armée. C'est ainsi que l'article 1er de la loi du 16 juin 1937 a pu abroger un très grand nombre de lois relatives à l'organisation de l'armée sans qu'elles fussent remplacées. Les autres dispositions organiques ont été abandonnées au Roi et, sous réserve de quelques délégations de pouvoir conférées au Ministre de la Défense nationale, c'est lui qui les prend. Le droit en cela semble n'avoir fait que céder aux exigences inexorables de la matière. Il est certain que la rapidité de l'évolution des techniques militaires exclut actuellement le recours à la loi chaque fois que l'organisation des forces armées, la nature et la composition des unités et des services, leur armement, leur stationnement en temps de paix, etc... l'exigent. Seules les questions de principe peuvent utilement retenir l'attention du législateur.

.../...

La base militaire métropolitaine au Congo belge a ainsi été créée par le Roi à la suggestion de la commission militaire mixte instituée par l'arrêté du Régent du 5 septembre 1946 et composée de parlementaires et de militaires (pages 19 et 28 du rapport de la Commission).

La création de la base n'a jamais suscité la moindre objection de la part du législateur. Celui-ci, bien au contraire, a, par la loi du 29 juillet 1953, complété, dans la mesure où non seulement l'existence d'une base africaine mais la création possible de plusieurs bases le rendait nécessaire, les lois relatives à l'administration de la justice à l'armée. Il a même, par l'article 22 de cette loi, expressément autorisé le gouverneur général à réquisitionner, en cas d'émeutes ou de troubles graves, et les troupes et les moyens de toutes les bases existantes ou à créer. Dès lors, la légalité de l'existence de bases est à l'abri de toute discussion.

Si des bases sont créées, c'est sans contredit pour qu'elles soient équipées en hommes et en matériel de manière à être, en un moment de crise, à même de réaliser leur objet et de fournir aux forces armées auxquelles elles ressortissent, l'appui sûr qui leur fait défaut en Belgique.

En procédant à la répartition du contingent annuel, le Roi doit veiller, dans la mesure des moyens mis à sa disposition, à pourvoir les bases du personnel nécessaire. Il y est, jusqu'à présent, parvenu en ne recourant qu'à des militaires qui consentaient librement à accomplir une période de service en Afrique,

.../...

comme le montrent l'arrêté royal du 8 juillet 1950 portant le statut du personnel du cadre permanent de la base métropolitaine d'Afrique, et l'arrêté royal du 10 juillet 1950 portant le statut du personnel campé d'Afrique.

Si, à l'avenir, la méthode de la désignation exclusive de volontaires ne suffit plus à procurer le personnel nécessaire, le Roi dispose, au profit des bases africaines comme pour les autres unités de l'armée, en ce qui concerne les miliciens, de la désignation d'office qu'implique l'article 63, § 1er, des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957.

Cet article dit : "Le contingent normal est réparti entre les unités de l'armée d'après les résultats de la sélection". Les termes sont généraux et couvrent tous les besoins des forces. On aurait d'ailleurs d'autant moins de raison de croire qu'il ne s'étendrait pas aux bases métropolitaines d'Afrique, qu'au § 4 du même article 63, il est expressément fait mention de ces établissements et que le droit d'y être affectés est conféré à certains miliciens dont la résidence effective et habituelle se trouve au Congo belge ou au Ruanda-Urundi.

Quant aux autres militaires, les officiers de toutes catégories, les sous-officiers et les engagés volontaires, le principe de leur affectation discrétionnaire par le Roi au sein des forces armées de la métropole, au mieux des intérêts du service, pour n'être pas énoncé dans leurs statuts respectifs, n'en est pas moins un élément fondamental de celui-ci.

.../...

En légiférant, en 1953 , non pour la seule base qui existait à l'époque, mais pour toutes les bases qui viendraient à être créées en Afrique, le législateur a, au demeurant, dû apercevoir qu'elles ne pourraient pas toutes et toujours être constituées de troupes belges volontaires.

\+

\+ +

S'il est permis au Roi , comme le Gouvernement et le Conseil d'Etat le pensent, de désigner d'office le personnel des bases métropolitaines d'Afrique, une question complémentaire se pose enfin. Le personnel métropolitain désigné d'office tombera-t-il, comme le personnel métropolitain volontaire, sous l'application de l'article 22 de la loi du 29 juillet 1953; en d'autres mots, pourra-t-il aussi faire l'objet de la part du gouverneur général de réquisitions en cas d'émeutes ou de troubles graves ?

L'article 1er, alinéa 4, de la Constitution ne s'y oppose pas, on l'a vu, mais serait-ce conforme aux intentions du législateur de 1953 ?

Pour s'en rendre compte, il n'est pas inutile de relire le commentaire dont le Gouvernement entourait l'article 22 dans l'exposé des motifs du projet de loi. Celui-ci s'exprimait comme suit :

"Les troupes de la base ne sont évidemment pas "destinées" à la défense des territoires d'outre-mer, mais bien, on l'a dit, à la défense éloignée de la métropole. Dans certaines éventualités, il faut cependant que ces troupes puissent intervenir sur ces territoires.

A cet égard, il n'est pas inutile de rappeler les vues du constituant de 1893, exprimées lorsqu'en prévision de l'acquisition de colonies par la Belgique, il modifia l'article 1er de la Constitution. Dans le rapport de la Commission sénatoriale de révision de la Constitution, on peut lire (Pasin. 1893, p. 320) : "La Commission de la Chambre a adopté la rédaction suivante : "Les troupes destinées à la défense de ces territoires ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires. Il s'agit, dit l'honorable M. SCHOLLAERT dans son rapport, de toutes les troupes, soit de terre, soit de marine, destinées à la défense des territoires d'outre-mer. La Commission n'entend pas exclure ainsi les secours que, dans un cas urgent, un navire ou les soldats de marine qui se trouvent à son bord pourraient donner à des troupes coloniales en grave danger.

Les secours en cas urgent ne peuvent, en effet, être compris dans la règle.

Celle-ci, d'ailleurs, ne peut, en tous cas, comme le dit le texte, concerner que les troupes effectivement destinées à la défense des territoires d'outre-mer.

Sous le bénéfice de ces observations, la Commission croit pouvoir se rallier au texte adopté par la Chambre des Représentants".

Il résulte de ce texte, que le constituant a voulu que les troupes métropolitaines, se trouvant en Afrique, puissent d'office prêter leur concours aux troupes coloniales en difficultés.

Il a semblé toutefois, en ce qui concerne la défense intérieure des territoires d'outre-mer, qu'il convenait de limiter l'intervention des troupes de la base aux seuls cas où les difficultés rencontrées par les troupes coloniales résulteraient d'émeutes ou de troubles graves. D'autre part, on a cru aussi devoir subordonner l'intervention des forces métropolitaines à la condition que ce soit le Gouverneur général lui-même qui les appelle par voie de réquisition. Tel est l'objet de l'article 22 " (Sénat, session 1951-1952, Doc. n° 134, p.20).

On remarque que la loi est conçue, non en fonction de la seule base africaine qui existait à l'époque, mais en vue de toutes les bases dont le besoin se ferait sentir à l'avenir - ainsi que cela a été dit expressément au Sénat par le rapporteur de la Commission de la Défense nationale - ; elle n'établit pas de distinctions. Ni dans la loi ni dans les travaux préparatoires, on ne trouve d'indication qui permette d'étayer la déduction qu'elle ne vaudrait que dans la mesure où les bases ne compteraient que des troupes volontaires, ou qu'elle se fonderait sur la considération que constitutionnellement les bases ne pourraient recevoir que des troupes volontaires. On ne peut, d'autre part, se défendre de la conviction que, dès le moment où le législateur avait en vue toutes les bases qui viendraient à être créées en

Afrique pour les forces métropolitaines, il ne pouvait raisonnablement considérer que des troupes volontaires suffiraient toujours à en assurer le fonctionnement et se borner à légiférer pour cette seule hypothèse.

En ce qui concerne spécialement l'article 22, celui-ci ne se référait, dans le projet du Gouvernement, qu'aux "troupes et moyens de la base" (Sénat, session 1951-1952, Doc. n° 134, p.28) et c'est à la suite d'une intervention de M. VAN REMOORTEL, rapporteur de la Commission de la Défense nationale du Sénat, au cours de la séance du 30 juin 1953, que les mots : "de la base - van de basis" furent remplacés par les Chambres, par ceux "des bases - van de bases" (Sénat, ann. parl. séance du 30 juin 1953, pages 1706 et 1709 in fine; Chambre des Représ. ann. parl. séance du 17.7.1953, p. 2200 (1)). Il s'ensuit que l'article 22 a le même champ d'application quant aux personnes que les autres dispositions de la loi.

En conséquence, les troupes belges des forces armées métropolitaines stationnées dans les bases métropolitaines d'Afrique en vertu d'une désignation d'office, pourraient, au même titre que les troupes constituées de volontaires, être réquisitionnées par le Gouverneur général du Congo en cas d'émeutes ou de troubles graves au Congo belge.

.../...

---

(1) Une erreur de typographie fait que dans le texte néerlandais de la loi du 29 juillet 1953,publié au Moniteur belge du 4 septembre 1953, le mot "basis" est demeuré au singulier.

III.

Le texte du nouvel article 1er, alinéa 1er, que le projet veut insérer dans l'arrêté royal du 10 juillet 1950, est rédigé en termes trop généraux et, dès lors, se concilie mal avec certaines dispositions des lois de milice telles celles de l'article 63, §§ 2 et 3.

Il conviendrait, de plus, de déterminer par qui l'aptitude physique au service d'Afrique devra être constatée.

En conséquence, le Conseil d'Etat suggère de rédiger le texte comme suit :

"Article 1er.-

Dans les limites fixées par les lois sur la milice, tout militaire reconnu apte physiquement au service d'Afrique par ... (à compléter par le Gouvernement) ... peut être affecté d'office aux bases métropolitaines d'Afrique sans faire partie du cadre permanent de ces bases. Ce militaire est dit "militaire campé d'Afrique".

Luidens de dienstbrief waarbij de Minister van Landsverdediging het ontwerp aan de Raad van State voorlegt, strekt dit er toe "het beginsel van het vrijwilligerschap",dat thans als grondslag dient voor het bij het besluit van de Regent van 10 juli 1950 ingestelde statuut van het gekampeerd personeel in Afrika te vervangen door "het beginsel van de aanwijzing van ambtswege". Om daartoe te komen,neemt de Regering zich voor, het eerste lid van artikel 1 van genoemd besluit te wijzigen.

De huidige tekst van dit lid "alle militairen die een vrijwillige verbintenis ondertekenen om in Afrika te dienen, kunnen naar dat continent gestuurd worden zonder het statuut van het vast kader van Afrika te genieten. De militairen worden "gekampeerde militairen in Afrika" genoemd", zou vervangen worden door: "Iedere militair die voor de dienst in Afrika lichamelijk geschikt wordt bevonden,mag, zonder deel uit te maken van het vast kader van de strijdkrachten van het moederland in Afrika, naar het Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk gezonden worden. Deze militair wordt "gekampeerde militair in Afrika" genoemd".

\+

\+ \+

De wijziging welke de Regering wenst aan te brengen in het door het besluit van de Regent van 10 juli 1950 ingesteld stelsel doet twee delicate vragen rijzen. Is het al dan niet in strijd met de Grondwet, wanneer militairen van de moederlandse krijgsmacht, en namelijk dienstplichtigen, door de moederlandse militaire overheden ambtshalve naar een Afrikaans grondgebied van het Koninkrijk worden ge-

stuurd om er gelegerd te worden? Artikel 1, vierde lid, van de Grondwet zegt immers :

"Voor de koloniën, overzeese bezittingen of beschermde gebieden die België kan verkrijgen, gelden bijzondere wetten. De Belgische troepen, tot hun verdediging bestemd, kunnen alleen bij vrijwillige dienstneming worden aangeworven".

Ten tweede is het de vraag of, als het sturen van ambtswege van moederlandse troepen naar Afrika overeen te brengen is met de Grondwet, de geldende wetten volstaan om zulks toe te laten.

I.

De bepaling betreffende de aanwerving van Belgische troepen met het oog op de verdediging van de overzeese gebieden, is in de Grondwet ingevoegd bij de herziening van 1893, in de eerste plaats in het vooruitzicht van de zich aftekenende aanhechting van de onafhankelijke Congostaat.

Die bepaling is niet ontstaan uit een Regeringsinitiatief, maar is het werk van de op 29 juli 1892 verkozen Kamercommissie voor de Grondwetsherziening. Volgens verklaringen door WOESTE in de Kamer, door BEERNAERT en door Ridder DESCAMPS in de Senaat afgelegd, zou zij zijn ingegeven door FRERE ORBAN.

Helaas, de parlementaire documenten bevatten nergens een tekst of een vermelding van een concreet voorstel dat de eminente staatsman zou hebben gedaan, zodat daarin geen verduidelijking van de strekking der bepaling is te vinden.

.../...

In het verslag dat hij voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers namens de Kamercommissie voor de Grondwetsherziening heeft uitgebracht, verklaarde de heer SCHOLLAERT over het voorschrift, dat het vierde lid van artikel 1 van de Grondwet is geworden : "Un membre a fait observer que s'il est juste que tous les Belges soient tenus de défendre le sol de la patrie, il serait inadmissible qu'ils puissent être contraints de verser leur sang ou de risquer leur vie pour la défense de possessions que l'on pourrait acquérir dans des pays lointains.

Il (ce membre) propose donc de compléter ainsi le texte du Gouvernement : "Les troupes destinées à la défense de ces territoires ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires".

La commission se rallie par dix voix contre trois à cette proposition. Il s'agit dans sa pensée de toutes les troupes, soit de terre, soit de marine, DESTINEES A LA DEFENSE DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER (Deze laatste woorden staan in het verslag in kapitaal).

Elle n'entend pas exclure ainsi les secours que dans un cas urgent, un navire ou les soldats de marine qui se trouvent à son bord pourraient donner à des troupes coloniales en grave danger" (Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting 1892-1893, Doc. nr 115, blz. 4).

Ter inleiding van de bespreking van artikel 1 van de Grondwet, gaf BEERNAERT, toen Minister van Financiën en tevens hoofd van het kabinet, de volgende toelichting op het voorstel van de commissie :

.../...

"Pour ce qui est du paragraphe additionnel qui interdirait l'emploi en Afrique de toute autre troupe que des volontaires, je suis d'accord avec la commission quant à la pensée qui l'a inspirée. Dans l'avenir comme jusqu'ici, je tiens que la défense du Congo devra être assurée par des troupes indigènes placées sous les ordres d'officiers et peut-être de quelques sous-officiers blancs. Ces derniers seront des volontaires et l'expérience démontre qu'il s'en trouvera toujours plus qu'il n'en faudra. Il ne pourrait être question d'envoyer nos miliciens au Congo; mais on peut se demander s'il ne vaudrait pas mieux de ne pas inscrire à cet égard dans la Constitution une disposition absolument prohibitive. Faut-il se défier à ce point du législateur de demain ?

Peut-être vaudrait-il mieux s'en rapporter à la loi. Mais c'est un point sur lequel je ne veux pas insister m'en rapportant au sentiment de la Chambre".

Van de redevoeringen die tijdens de bespreking in de Kamer zijn uitgesproken, verdienen vooral die van de KERCHOVE de DENTERGHEM en HANREZ de aandacht. De eerste verklaarde :

"La troisième question de principe est de savoir si, au cas où le Parlement décide l'acquisition des colonies ou des possessions d'outre-mer, l'Etat sera autorisé à employer des troupes nationales pour la défense de celles-ci. A cette question, la réponse doit, d'après moi, être négative.

Le Gouvernement belge ne peut, en aucun cas et d'aucune manière, se servir des troupes régionales,

.../...

des soldats belges, en dehors du territoire, sans leur assentiment exprès. Dès lors, je voterai également la proposition de la commission quant au troisième principe qu'elle entend proclamer dans l'article 1er revisé".

HANREZ van zijn kant had voorgesteld, de tekst van de commissie door de volgende te vervangen :

"Les Belges ne peuvent être astreints, par la loi, à aucun service dans l'armée ou dans la marine des colonies" (Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitt. 1892-1893, Doc. nr 251, in fine)".

Uiteindelijk trok hij zijn amendement in, nadat hij, met de Kamer, die door uitroepen als "C'est la même chose" haar zienswijze te kennen gaf, tot de overtuiging was gekomen, dat de tekst van de commissie op hetzelfde neerkwam als die welke hij goedgekeurd wenste te zien (Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitt. 1892-1893, Handelingen, p.1903).

In zijn verslag namens de Senaatscommissie voor de Grondwetsherziening verklaarde Ridder DESCAMPS over de bepaling betreffende de aanwerving van Belgische troepen voor de verdediging der overzeese gebieden :

"L'article 84 de la Constitution des Pays-Bas porte la règle suivante : "Ceux qui sont obligés au service militaire dans l'armée de terre ne peuvent être envoyés que de leur consentement dans les colonies et possessions du Royaume dans d'autres parties du monde".

.../...

L'honorable M. FRERE ORBAN a proposé, à la commission des XXI de la Chambre des Représentants, d'introduire une disposition analogue dans notre Constitution.

La commission de la Chambre a adopté la rédaction suivante : "Les troupes destinées à la défense de ces territoires ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires".

Il s'agit, dit l'honorable M. SCHOLLAERT dans son rapport, de toutes les troupes, soit de terre, soit de marine, destinées à la défense des territoires d'outre-mer (hier zijn deze laatste woorden in de tekst van het parlementair document onderstreept). La commission n'entend pas exclure ainsi les secours que, dans un cas urgent, un navire ou les soldats de marine qui se trouvent à son bord pourraient donner à des troupes coloniales en graves dangers".

Les secours en cas urgent ne peuvent, en effet, être compris dans la règle.

Celle-ci, d'ailleurs, ne peut, en tous cas, comme le dit le texte, concerner que les troupes effectivement destinées à la défense des territoires d'outre-mer.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission croit pouvoir se rallier au texte adopté par la Chambre des Représentants" (Senaat, zitt. 1892-1893, Doc. nr 122, blz. 21).

.../...

Tijdens de vergadering van 2 augustus 1893 liet BEERNAERT zich op zijn beurt als volgt uit :

"La Chambre a cru devoir ajouter à la proposition du Gouvernement une stipulation aux termes de laquelle la défense du Congo ne pourra jamais être assurée qu'au moyen d'engagements volontaires.

Il entrait bien dans les intentions du Gouvernement de ne pas envoyer nos miliciens en Afrique et c'est aussi au service volontaire que recourent nos voisins des Pays-Bas pour la défense de leurs merveilleuses colonies de la Sonde. Point de difficulté donc de ce chef.

Mais l'un des députés de Bruxelles m'a fait remarquer que le texte voté à la Chambre pourrait présenter quelque équivoque et sans partager absolument son avis, je crois devoir le signaler.

Le texte amendé est ainsi conçu :

"Les troupes destinées à la défense de ces territoires ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires".

C'est donc, disait-on, une défense absolue et l'on pourrait prétendre que, même en Afrique, le Gouvernement ne pourrait armer que des volontaires, sans pouvoir exiger aucune prestation militaire.

Je pense, Messieurs, que semblable prétention ne serait pas fondée. La Chambre n'a évidemment songé qu'aux Belges. C'est précisément ce que la modification proposée à l'article 1er a pour but de cons-

.../...

tater en déclarant que, au point de vue politique et civil, l'Afrique serait soumise à un régime spécial.

Je pense donc, Messieurs, que nous serons unanimement d'avis que rien n'empêcherait l'établissement au Congo d'une sorte de milice ou même du service personnel" (Hand. Senaat, 1892-1893, vergadering 2 augustus 1893, blz. 488).

De Senaat verenigde zich zonder bezwaar met de zienswijze van de Kamer wat de werving van Belgische troepen voor de verdediging van de overzeese gebieden betreft, maar ingevolge een betoog van MONTEFIORE LEVI merkte hij op dat de door de Kamer goedgekeurde bepaling niet alleen de door BEERNAERT gesignaleerde, maar ook nog een andere, eveneens te verbeteren redactiefout bevatte.

BEERNAERT gaf dit grif toe met de bewoording

"Je propose d'écarter en même temps et l'objection de l'honorable M. MONTEFIORE LEVI et celle dont j'avais tantôt l'honneur de faire part au Sénat, en rédigeant comme suit les deux derniers paragraphes, qui n'en feraient plus qu'un seul :

"Les colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir sont régis par des lois particulières; les troupes belges destinées à leur défense ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires" (Hand. Senaat, 1892-1893, blz. 490-vergadering 2 augustus 1893).

Deze door BEERNAERT in overweging gegeven tekst, is, behoudens een kleine afwijking in de inter-

.../...

punctie, het vierde lid van artikel 1 van de Grondwet geworden.

\+

\+ \+

In het licht van de omstandigheden die tot de goedkeuring hebben geleid, en vooral van de vooruitzichten die tijdens de debatten over de aanhechting van de onafhankelijke Congostaat ter sprake zijn gebracht, mag worden gezegd dat de parlementaire voorbereiding van artikel 1, vierde lid, van de Grondwet ten volle bevestigt hetgeen de letter van de bepaling leert.

De bepaling betreft uitsluitend het oprichten van de krijgsmacht die nodig kan zijn als België overzeese gebieden bezit.

In de eerste plaats wil zij verbieden, dat de koloniale krijgsmacht geheel of gedeeltelijk wordt samengesteld uit Belgen die er niet hebben in toegestemd daarin dienst te nemen : zij dient essentieel om te beletten, dat daarin van ambtswege Belgen worden ingedeeld, die in het kader van de moederlandse dienstplichtwetten zijn gerekruteerd. Zij verhindert ook, dat opdrachten tot verdediging van de overzeese gebieden zouden worden toevertrouwd aan niet-koloniale Belgische troepen, waarvan de leden er niet uitdrukkelijk hebben in toegestemd, aan de verdediging van die gebieden mede te werken.

De verslagen van de Kamer- en Senaatscommissies voor de Grondwetsherziening, de verklaringen van

.../...

het hoofd van het kabinet en de beslissing van de Kamer over het amendement HANREZ laten daaromtrent niet de minste twijfel bestaan.

Het in de bepaling neergelegde verbod is echter niet zo absoluut als de algemene bewoordingen schijnen uit te wijzen.

Ridder DESCAMPS in de Senaat en SCHOLLAERT in de Kamer hebben duidelijk willen beklemtonen, dat in de geest van de commissies waarvan zij verslaggever waren, het verbod niet gold voor het geval dat ernstig gevaar mocht dreigen waardoor dringende en tijdelijke hulpverlening door Belgische troepen noodzakelijk mocht zijn. Zij hebben van zulk geval een voorbeeld aangehaald dat, hoe hypothetisch ook, want België bezat toen noch oorlogsmarine, noch marinesoldaten, niettemin duidelijk wijst op de bedoeling van de stellers der bepaling, dat het verbod niet zou gelden voor gevallen waarin de plicht tot hulpverlening optreden noodzakelijk mocht maken.

Op dat tijdstip moest het de commissies moeilijk vallen, hun mening met een concreet voorbeeld toe te lichten : vandaar de enigszins wezenloze illustratie. Heden ten dage zou de evolutie van de strategie en de verbazende ontwikkeling van de verkeersmiddelen de taak van de commissies aanzienlijk hebben vergemakkelijkt.

Hoe het zij, bij ontstentenis van enige tegenstrijdige aanwijzing, moet worden aangenomen dat de Grondwetgevende Kamers, toen zij de bepaling in de gegeven omstandigheden goedkeurden, het door hen afgekondigde verbod wel degelijk hebben verstaan

met de, overigens vanzelfsprekende, beperking die er in de gedachte van de ontwerpers mede gepaard ging. Over de draagwijdte van het voorbehoud kan worden getwist, niet over het bestaan zelf ervan.

Kortom, door de overheid in het algemeen het verbod op te leggen Belgische staatsburgers zonder hun toestemming en behalve in spoedgevallen te dwingen om gewapenderhand mede te werken aan de verdediging van de overzeese gebieden, komt het vierde lid van artikel 1 van de Grondwet ertoe de omvang van hun rechten en hun eventuele verplichtingen ter zake te omschrijven.

De bepaling, die immers niets te maken heeft met de verdediging van België, laat de bevoegdheden van de Staatsorganen die met het verzekeren van deze verdediging zijn belast vanzelfsprekend onverkort. Zij kan dàn ook niet verhinderen, dat Belgische troepen die niet door vrijwillige dienstneming zijn gerekruteerd naar Belgisch-Congo worden gezonden en daar worden gelegerd, zodra zij daar nodig zijn, niet om Belgisch-Congo maar om het moederland te verdedigen.

Twee oorlogen hebben voldoende aangetoond, dat België met zijn klein grondgebied volstrekt behoefte heeft aan militaire bases buiten dat grondgebied, en de jongste evolutie van de strategie zal daaraan zeker niet doen twijfelen. De onafgebroken vooruitgang op het gebied van verkeersmiddelen maakt het anderzijds mogelijk van het grondgebied van Congo een gebruik te maken dat voor de wetgevende Kamers van 1893 niet denkbaar was.

.../...

En uit de brief waarbij de Minister van Landsverdediging het ontwerp aan de Raad van State voorlegt, en uit de aanhef van het koninklijk besluit dat de Regering wenst te wijzigen, blijkt dat het in dit geval wel degelijk België's eigen defensiebehoeften zijn, die de aanwezigheid van Belgische troepen in Congo voor het instandhouden van een afgelegen militaire basis noodzakelijk maken.

II.

Volgens de strikte voorschriften van de artikelen 118 tot 124 en 139 van de Grondwet behoren de inrichting van het leger, de wijze van aanwerving en de bevordering daarin, en tenslotte de rechten en plichten van militairen, door de wet te worden geregeld.

In de praktijk echter is de wetgever zich geleidelijk gaan beperken tot het regelen van hetgeen op de dienstplicht betrekking heeft, tot het vaststellen van het statuut der onderscheiden categorieën van militairen, op dezer bezoldigingsregeling na, tot het vaststellen in vredestijd van de officierenkaders, en tot het regelen van het gebruik der talen in het leger. Zo heeft artikel 1 van de wet van 16 juni 1937 heel wat wetten betreffende de inrichting van het leger kunnen opheffen zonder ze te vervangen. Het vaststellen van de overige organieke bepalingen werd aan de Koning overgelaten, die ze dan ook vaststelt, behoudens enkele aan de Minister van Landsverdediging overgedragen bevoegdheden. Hier lijkt dus het recht te hebben moeten zwichten voor de onverbiddelijke eisen van de materie.

.../...

Het staat vast dat het met de snelle ontwikkeling die de militaire techniek thans doormaakt, niet meer mogelijk is telkens een wet te maken als de inrichting van de krijgsmacht, de aard, de samenstelling, de legering in vredestijd, de bewapening van eenheden en diensten, enz. dit vergen. Alleen voor beginselkwesties is optreden van de wetgever dienstig.

Zo is de moederlandse militaire basis in Belgisch-Congo door de Koning opgericht op voorstel van de gemengde militaire commissie ingesteld door het besluit van de Regent van 5 september 1946 en bestaande uit parlementairen en militairen (blz. 19 en 28 van het verslag van de commissie).

Tegen het oprichten van die basis heeft de wetgever nooit enig bezwaar gemaakt. Integendeel, hij heeft door de wet van 29 juli 1953 de wetten betreffende de rechtsbedeling bij het leger aangevuld inzover dit nodig was niet alleen wegens het bestaan van een basis in Afrika, maar ook met het oog op de mogelijke oprichting van nieuwe bases. Artikel 22 van die wet heeft de gouverneur-generaal zelf uitdrukkelijk gemachtigd om, in geval van oproer of ernstige onlusten, de troepen en de middelen van alle bestaande of nog op te richten bases op te eisen. De wettigheid van het bestaan van militaire bases staat dus boven alle kritiek.

Worden bases opgericht, dan is dit ontegenzeglijk opdat zij met manschappen en materieel worden uitgerust om in tijd van crisis hun doel te verwezenlijken en de krijgsmacht waaronder zij ressorteren, de vaste steun te verlenen die haar in België ontbreekt.

.../...

Bij het indelen van het jaarlijks contingent heeft de Koning, naar de mate van de hem ter beschikking gestelde middelen, toe te zien dat de bases over de nodige manschappen beschikken. Tot dusver is hij daarin geslaagd door alleen een beroep te doen op militairen die er vrij hebben in toegestemd, een deel van hun diensttijd in Afrika door te brengen, zoals blijkt uit het besluit van de Regent van 8 juli 1950 houdende het statuut van het personeel van het vast kader der basis van het moederland in Afrika, en uit het besluit van de Regent van 10 juli 1950 houdende het statuut van het gekampeerd personeel in Afrika.

Zijn er in de toekomst geen voldoende vrijwilligers meer om de nodige manschappen bijeen te brengen, dan beschikt de Koning, ten behoeve van de basis in Afrika evengoed als voor de overige legereenheden, voor zover het dienstplichtigen betreft, over de aanwijzing van ambtswege die besloten ligt in artikel 63, § 1, van de op 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Dit artikel zegt : "Het normaal contingent wordt volgens de uitslagen van de selectie bij de legereenheden ingedeeld". De bewoordingen van dit artikel zijn algemeen en dekken alle behoeften van de krijgsmacht. Er is des te minder reden om te menen dat deze bepaling geen toepassing op de moederlandse basissen in Afrika zou vinden, daar § 4 van hetzelfde artikel 63 die inrichtingen uitdrukkelijk vermeldt en aan bepaalde dienstplichtigen die werkelijk en gewoonlijk in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verblijven, het recht toekent om daarbij te worden ingedeeld.

.../...

Wat de andere militairen, de officieren van alle categorieën, de onderofficieren en de vrijwilligers betreft, is het beginsel, dat de Koning in het belang van de dienst vrij besluit over hun indeling bij de krijgsmacht van het moederland, een fundamenteel gegeven van hun onderscheiden statuten, al is het er dan ook niet in uitgesproken.

Toen hij in 1953 een wet goedkeurde die niet alleen zou gelden voor de enige toenmalige basis, maar voor alle basissen die in Afrika mochten worden opgericht, heeft de wetgever overigens moeten inzien, dat die basissen niet alle en niet altijd over Belgische vrijwilligerstroepen zouden beschikken.

\+

\+ \+

Kan de Koning, naar het oordeel van de Regering en de Raad van State, het personeel van de moederlandse basissen in Afrika ambtshalve aanwijzen, dan rijst ten slotte een nieuwe vraag, namelijk of het ambtshalve aangewezen moederlands personeel, net zoals de moederlandse vrijwilligers, onder toepassing van artikel 22 van de wet van 29 juli 1953 valt, met andere woorden of de gouverneur-generaal die troepen ook mag opeisen in geval van oproer of ernstige onlusten ?

Dat artikel 1, vierde lid, van de Grondwet zich daartegen niet verzet, is reeds gezegd, maar strookt het met de bedoelingen van de wetgever van 1953 ?

Om deze vraag te beantwoorden, kan het zijn

.../...

nut hebben, de Regeringscommentaar bij artikel 22 te herlezen in de memorie van toelichting van het wetsontwerp :

"Natuurlijk zijn de troepen van de basis niet voor de verdediging van de overzeese gebieden "bestemd" doch wel, en zulks werd gezegd, voor de verwijderde verdediging van het moederland. Toch moeten die troepen in sommige mogelijke gevallen op bedoelde grondgebieden kunnen optreden.

Gepast kan ten deze herinnerd worden aan de doelstellingen van de grondwetgever van 1893, op 't ogenblik dat deze, met het oog op het mogelijk verwerven van kolonies door België, het eerste artikel van de Grondwet wijzigde. In het verslag van de Senaatscommissie voor herziening van de Grondwet, kan men lezen (Pasin. 1893, blz. 320): "De Kamercommissie heeft de volgende tekst aangenomen : "De troepen voor de verdediging van die grondgebieden mogen enkel bij vrijwillige dienstnemingen geworven worden. Het geldt hier, aldus de achtbare heer SCHOLLAERT in zijn verslag, al de troepen, te land als ter zee, die voor de verdediging van de overzeese gebieden bestemd zijn. Hiermede wil de Commissie geenszins de hulp uitsluiten die een schip of de aan boord zijnde zeesoldaten, bij een dringend geval, aan in ernstig gevaar verkerende koloniale troepen zouden kunnen bieden.

Hulp bieden in dringend geval kan, inderdaad, niet begrepen worden in de algemene regel, die overigens naar luid van de tekst, alleszins alleen gelden kan voor de troepen die wezenlijk voor de verdediging van de overzeese gebieden bestemd zijn.

.../...

Onder voorbehoud van die opmerkingen, meent de Commissie zich bij de door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen tekst te kunnen aansluiten".

Uit die tekst blijkt dat de wetgever gewild heeft dat de in Afrika aanwezige, moederlandse troepen, ambtshalve, aan in moeilijkheden verkerende koloniale troepen hun steun kunnen verlenen.

Toch werd het, wat de binnenlandse verdediging van de overzeese gebieden betreft, raadzaam geacht de tussenkomst van de troepen der basis uitsluitend te beperken tot de gevallen waarin de voor de koloniale gerezen moeilijkheden uit muiterij of ernstige onlusten mochten voortspruiten. Anderdeels heeft men eveneens gemeend de tussenkomst van de moederlandse strijdkrachten afhankelijk te moeten stellen van de voorwaarde dat ze door de Gouverneur-Generaal zelf opgeëist worden. Zulks wordt bij artikel 22 geregeld " (Senaat, zitting 1951-1952. Doc. nr 134, blz. 20).

Het zal opgevallen zijn, dat de wet niet alleen bedacht is op de enige toen bestaande basis in Afrika, maar op alle basissen waarvan de oprichting in de toekomst nodig mocht worden geacht, zoals de verslaggever van de Senaatscommissie voor Landsverdediging uitdrukkelijk heeft verklaard. De wet maakt geen onderscheid. Niets in de wet of in de parlementaire voorbereiding staaft de gevolgtrekking, dat de wet alleen zou gelden inzover bij de basissen alleen vrijwilligerstroepen zouden zijn ingedeeld, of dat zij zou uitgaan van de overweging dat volgens de Grondwet geen andere dan vrijwilligerstroepen bij de basissen mogen worden ingedeeld. Anderzijds lijkt het voor de hand te liggen

.../...

dat de wetgever, als hij toch dacht aan alle basissen die voor de moederlandse krijgsmacht in Afrika mochten worden opgericht, redelijkerwijs niet van mening kon zijn dat te allen tijde met vrijwilligerstroepen zou kunnen worden volstaan om de werking van die basissen te verzekeren en zich tot een wetgeving voor alleen maar dat geval kon beperken.

Meer in het bijzonder artikel 22 sprak in het Regeringsontwerp alleen van "de troepen en de middelen van de basis" (Senaat, zitting 1951-1952, Doc. nr 134, blz. 28); de woorden "de la base - van de basis" hebben de Kamers vervangen door "des bases - van de bases" ingevolge een betoog van de heer VAN REMOORTEL, verslaggever van de Senaatscommissie voor Landsverdediging (Senaat, Parl.Hand. vergadering van 30 juni 1953, blz. 1706 en 1709 in fine; Kamer der Volksvertegenwoordigers, Parl. Hand., vergadering van 17 juli 1953, blz. 2200 (1)). Hieruit volgt, dat artikel 22 ratione personae de zelfde werkingssfeer heeft als de overige bepalingen van de wet.

Bijgevolg zou de gouverneur-generaal van Congo bij oproer of ernstige onlusten in Belgisch-Congo de Belgische troepen van de moederlandse krijgsmacht die krachtens een aanwijzing van ambtswege in de moederlandse bases in Afrika zijn gelegerd, evengoed kunnen opeisen als de vrijwilligerstroepen.

---

(1) Een drukfout is oorzaak dat het woord "basis" in het enkelvoud is blijven staan in de Nederlandse tekst van de wet van 29 juli 1953, zoals hij in het Belgisch Staatsblad van 4 september 1953 is bekendgemaakt.

III.

De tekst van het nieuwe artikel 1, eerste lid, welke het ontwerp in het koninklijk besluit van 10 juli 1950 invoegt, is in te algemene bewoordingen gesteld en daarom bezwaarlijk overeen te brengen met sommige bepalingen van de dienstplichtwetten, zoals die van artikel 63, §§ 2 en 3.

Bovendien moet worden bepaald wie de lichamelijke geschiktheid voor de dienst in Afrika zal vaststellen.

De Raad van State stelt dus voor, het artikel als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

Binnen de door de dienstplichtwetten bepaalde grenzen kan ieder militair die door ... (door de Regering aan te vullen) lichamelijk geschikt wordt bevonden voor de dienst in Afrika, ambtshalve bij de moederlandse bases in Afrika worden ingedeeld zonder deel uit te maken van het vast kader van die bases. Deze militair wordt "in Afrika gekampeerde militair" genoemd".

La chambre était composée de

Messieurs : F.LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
P.ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier,
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. W.VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.